



**Bureau des installations et travaux
réglementés pour la protection des
milieux**

Affaire suivie par : LF

Dossier n° 2026-208-MED

Marseille, le **28 MAI 2026**

**Arrêté préfectoral n°2026-208-MED portant mise en demeure de la société LOGICOR de
respecter les prescriptions réglementaires applicables à son installation située sur la
commune de Miramas**

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral 99-331/42 délivré le 29 novembre 1999 portant autorisation à la société A.G.E.I. pour l'exploitation d'une plate-forme logistique de stockage et de distribution de matériel électrique sur la commune de Miramas dans la zone d'activité Clésud ;

Vu le courrier de notification de changement d'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation en date du 10 janvier 2022, au profit de la société LOGICOR pour continuer à exploiter sans modifications de la nature et du volume des activités, de l'ancien exploitant REXEL France sur la commune de Miramas à l'adresse suivante zone d'activité Clésud ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 26 mars 2026 relatif à sa visite du 12 décembre 2025 ;

Considérant que la société LOGICOR est régulièrement autorisée au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées à exploiter un entrepôt couvert de 2 cellules sur la commune de Miramas ;

Considérant que l'inspection de l'environnement a procédé à une visite du site le 12 décembre 2025, au cours de laquelle ont été constatés les faits suivant concernant la rubrique 1510 :

- la nature et les quantités sont globalisées
- les quantités par substances ou produits ne sont pas détaillés

Considérant que ces constats caractérisent un manquement aux dispositions de l'article 1.4.1. de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé relatif à l'état des matières stockées ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LOGICOR de respecter les prescriptions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts définis à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral le 27 mars 2026 ;

Considérant les observations portant sur le projet d'arrêté préfectoral reçues le 9 avril 2026 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement la société LOGICOR dont le siège social est situé 4 place Amédée Bonnet – Grand Hôtel Dieu, 69 002 Lyon, exploitant une installation de stockage de produits combustible en entrepôts couverts sise zone d'activité Clésud sur la commune de Miramas, est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de respecter les dispositions de l'article 1.4.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en réalisant et transmettant un état des stocks avec la nature et les quantités par substances (les différentes familles de mention de dangers et les pictogrammes doivent être indiqués).

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement .

Article 3 – Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches du Rhône pendant une durée minimale de deux mois, en vue de l'information des tiers, en application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale (31 Rue Jean François Leca 13002 Marseille) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 – Exécution

– le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône
– le sous-préfet d'Istres
– le maire de Miramas
– le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
– le directeur du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône
– le directeur de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
et toutes les autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA